

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE)

5 Route de la Carrières

03500 BRENSAT

Références : 20231002-RAP-63-1225-INSPMontaigut

Code AIOT : 0005601141

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE) implanté BROSSE 63700 Montaigut. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE)
- BROSSE 63700 Montaigut
- Code AIOT : 0005601141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de Montaigut en Combrailles, extrait un leucogranite dont les propriétés sont adaptées à divers usages notamment pour les bétons et la céramique. Le gisement présente les discontinuités inhérentes à ce type de gisement, avec un pendage défavorable. Cette exploitation est située en limite de département avec l'Allier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque accidentels
- Risque chroniques
- Aménagements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	CONDUITE DE L'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 30/09/2009, article 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 3.7	/	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/09/2009, article 3.5	/	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 9	/	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 11	/	Sans objet
6	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les discontinuités du leucogranite exploité présentent notamment un pendage défavorable, ce qui implique le respect du maintien des banquettes de 4 m de largeur même pour la remise en état. En limite Sud-Est la banquette est partiellement inexistante ou insuffisante, alors que des engins sont présents au droit de ce front.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement préliminaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 3.7
Thème(s) : Autre, Merlons
Prescription contrôlée : Les parties périphériques seront ceinturée par des merlons pour dissimuler l'exploitation, les installations et les voies d'accès à la carrière.
Constats : Les merlons sont présents. Il a été constaté des détériorations ponctuelles, dues au ravinement. Un entretien régulier doit être programmé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2009, article 6.3
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : Les fronts, d'une hauteur maximale de 15 m, sont purgés afin d'éviter le risque de chute de pierre... Les banquettes intermédiaires gardent une largeur de 4 m et sont aménagées de manière à recevoir une végétation arbustive naturelle.
Constats : Sur le front Sud-Est l'absence de banquette a été observée ponctuellement, lorsqu'elle est matérialisée celle-ci n'a pas toujours la largeur requise. L'extraction actuelle se fait en longeant ce front, les engins sont présents au droit de ce front dont la fracturation présente un pendage défavorable. La zone concernée est suffisamment éloignée de la bande des 10 m, ce qui permet d'envisager un aménagement qui pourra rétablir la banquette et donc la hauteur de gradin de 15 maximum. Il est demandé à l'exploitant de rétablir la continuité de la banquette d'une largeur de 4 m sur le front Sud-Est.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2009, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plate-forme engins
Prescription contrôlée : Une plate-forme étanche pour l'entretien léger et le ravitaillement exclusif des engins de chantier est réalisée. Elle forme rétention permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants

accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir et est équipée d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures.
Constats : La plate forme est présente et entretenue. Le séparateur d'hydrocarbures est purgé par une entreprise agréée (le bon de curage a été présenté à l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle
Prescription contrôlée : Un contrôle des rejets représentatifs du fonctionnement de la carrière sera pratiqué par un organisme agréé tous les 3 ans.
Constats : Le dernier contrôle en date du 7 novembre 2022 a été présenté à l'inspection, les résultats sont conformes aux prescriptions de l'article 9.3 de l'AP du 30 juin 2009.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans et portent sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière.
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores, en date du 28 septembre 2022, a été présenté à l'inspection. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'article 11 de l'AP du 30 juin 2009, cependant une attention particulière sera portée lors du prochain contrôle au point N°2 de mesure qui présente un résultat de mesure proche de la limite autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations

Prescription contrôlée : Un nouveau contrôle est effectué tous les 5 ans.
Constats : Le dernier contrôle de vibrations , en date du 1er août 2023, a été présenté à l'inspection et est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet